



QUELQUES MOTS DE NOTRE ÉVÊQUE

PUBLICATION: 10 SEPTEMBRE 2008

VERS LES ÉLECTIONS GÉNÉRALES CANADIENNES (1)

Comme à l'accoutumée, j'écris une réflexion pastorale au sujet de chacune des élections municipales, provinciales ou fédérales, et je le fais à la veille ou au tout début d'une campagne, afin d'éviter toute ingérence indue. Je le fais cette année en deux articles, en ayant comme le disait le pape Jean-Paul II, une « option préférentielle pour les plus pauvres de notre société ».

PAUVRETÉ SCANDALEUSE

À l'ère de la mondialisation, ce qui frappe le plus, c'est le déséquilibre de plus en plus marqué entre riches et pauvres, non seulement entre le Nord et le Sud, mais au sein de notre pays. Les structures mises en place ou retenues par nos responsables gouvernementaux, qu'ils soient au Pouvoir ou dans l'Opposition, font en sorte que depuis une trentaine d'années, les pauvres deviennent de plus en plus pauvres tandis que les riches deviennent de plus en plus riches. Dans leur message du 1^{er} décembre 1977 « Une société à refaire », dans celui du 5 janvier 1983 « Jalons d'éthique et réflexions sur la crise économique actuelle » ou encore dans celui du 17 octobre 1996 « La lutte à la pauvreté: un signe d'espérance pour notre société », les évêques du Canada n'ont pas cessé d'attirer l'attention de tous les canadiens sur les conditions de vie des plus pauvres: femmes, enfants, autochtones, immigrants. Ainsi il y a près de quinze ans, tous les partis s'étaient engagés à éliminer la pauvreté chez les enfants. Force est de constater que la situation n'a cessé de se détériorer et ce n'est pas dû à certaines attitudes de personnes qui ne sauraient gérer leurs budgets ou qui ne se forceraient guère au travail. Pareils préjugés anti-pauvres ne tiennent pas devant l'état de notre économie, devant la montée des prix, devant l'élimination de programmes judiciaires ou culturels, devant la précarité du travail que peuvent difficilement trouver les 18-30 ans ou encore les 55-65 ans. Avec la meilleure volonté au monde, le panier d'épicerie se fait de plus en plus petit et de plus en plus dispendieux. Lorsque l'on compare le taux du salaire minimum des diverses provinces et les salaires de certaines de nos élites professionnelles, il existe un déséquilibre scandaleux injustifiable, malgré les meilleurs arguments apportés. Les réflexions sensées de la Sagouine ne sont pas à dédaigner du petit doigt: malgré les temps et les lieux différents, il y a « ben du monde qui se graisse la patte tandis que de pauvres yables n'en ont pas assez pour vivre ou survivre ». Il y a de beaux discours sur l'état de notre nation, mais ce qui se passe dans nos familles et nos régions, trouve-t-il suffisamment écho dans notre parlement? Ce n'est pas seulement l'affaire du député, mais cela doit être la règle d'or de tout parti, ce qu'un défunt premier ministre appelait l'égalité de chances pour tout le monde.

UN AFFRONT

La pauvreté constitue un affront à notre Créateur, lui qui a voulu que nous ayons la vie et la vie en abondance. Dès les premières pages de la Bible, il nous est rappelé qu'au sein du peuple élu, il ne devait pas avoir de pauvres. Il n'est pas normal que dans une ville de moins de vingt mille habitants il y ait plus de deux cents personnes qui aient recours quotidiennement à la Soupe populaire. Il n'est pas normal que pour joindre les deux bouts, surtout aux fins de mois, des personnes aient recours au vol, à la tricherie, à la contrebande et même à la prostitution. Si la pauvreté est un affront à notre Dieu et à un bon nombre de nos compatriotes, la pauvreté peut engendrer l'injustice et la violence. Depuis le 11 septembre 2001, de multiples reportages nous font écho de tout ce qui se passe dans nos rues, nos villages et cités. Vouloir lutter contre la criminalité, consiste souvent à avoir le courage politique pour légiférer sur les conditions de vie et de travail des gens les plus appauvris de nos milieux: femmes et enfants violentés, petits salariés exploités, immigrés laissés en marge de la société, employés congédiés à la suite d'une fermeture d'usine ou d'un lock-out. L'option préférentielle pour les pauvres devrait être à la base de tout programme politique, soutenu par des mesures législatives appropriées: les voeux pieux ne suffisent plus à celles et à ceux qui sont « affamés et assoiffés de justice ». Derrière les multiples manifestations qui se déroulent violemment lors des rencontres au sommet des leaders du G-8, il n'y a pas que des « activistes » irréductibles, il y a des gens de bonne volonté qui veulent « une terre nouvelle, une société nouvelle ».

« RESPECTEZ VOS ENGAGEMENTS! »

En prévision du Sommet du G-8 qui s'est tenu du 7 au 9 juillet 2008 au Japon, neuf présidents de conférences épiscopales des pays membres du G-8 ont adressé une lettre commune aux chefs d'état et de gouvernements concernés. Ils ont appelé ces leaders à respecter les engagements pris les années précédentes pour réduire la pauvreté et les problèmes liés aux changements climatiques: « Dirigeants du G-8, respectez vos engagements! » « La crise alimentaire internationale, qui affecte d'une façon disproportionnée les plus pauvres, les fléaux tels que le sida, la malaria et autres maladies nous incitent à agir de manière urgente. Nous vous prions expressément d'élaborer des propositions concrètes sur les méthodes qui permettront d'atténuer les conséquences de la crise alimentaire sur les plus pauvres, et d'accroître l'aide dans les domaines de la santé et de l'éducation. En outre, il importe d'implanter les pratiques commerciales internationales plus justes qui respectent la dignité des travailleurs. Afin d'assurer le succès à long terme de ces mesures, il faudra habiliter les communautés défavorisées à devenir les maîtres d'oeuvre de leur développement. » Et les évêques poursuivaient: « Nous sommes particulièrement préoccupés par les répercussions des changements climatiques sur les pauvres. Malgré le fait que ceux-ci aient moins contribué aux activités qui ont aggravé ces changements, ils en subissent démesurément les effets nocifs; par exemple, des conflits potentiels, la hausse des prix de l'énergie et les problèmes de santé. » Dieu nous a donné la terre avec toutes ses richesses, c'est à nous qu'il revient de la gérer pour que tous ses habitants aient sa juste part. Derrière toute propriété privée, existe une « hypothèque » sociale qui nous oblige à nous préoccuper du mieux-être collectif.

NOTRE « GAGNE-PAIN »

Au fil des dernières décades, ce qui était aux Maritimes les sources de nos principaux revenus: le bois, la pêche, l'agriculture, est devenu une denrée de plus en plus précaire: la population a en mémoire les difficultés majeures survenues dans l'industrie forestière, les pêcheries et même dans la culture des pommes de terre. Tous ces problèmes ont obligé des familles entières à désertter nos régions et à

chercher une nouvelle patrie. Les uns ont même appelé ces départs vers le sud ou vers l'ouest, comme des mini-déportations en sourdine. Ces déportations sont coûteuses pour les gens qui restent sur place mais aussi pour les populations déplacées, passé le temps de certaines illusions. L'abandon forcé de nos forêts et de nos terres agricoles ne peut qu'appauvrir nos milieux respectifs. L'exode des jeunes et des moins jeunes ne peut qu'être néfaste à nos propres milieux de vie et de travail. Chacun devrait pouvoir trouver chez lui, ce qui lui est nécessaire pour vivre.

+ François Thibodeau *jm*

+ François Thibodeau, c.j.m.
Évêque d'Edmundston